

**PROBLÈMES D'EDIFICATION  
DU MAROC ET DU MAGHREB**

---

---

QUATRE ENTRETIENS AVEC  
**El Mehdi BEN BARKA**

RECUEILLIS PAR  
RAYMOND JEAN

---

---

ÉDITÉ PAR PLON  
TRIBUNE LIBRE  
N° 52

Confidentiel

PROBLEMES D'EDIFICATION  
DU MAROC ET DU MAGHREB  
El Mehdi BEN BARKA

QUATRIEME ENTRETEN

Problèmes actuels des pays sous-développés

JUIN 1959

## QUATRIEME ENTRETIEN

J'ai eu l'impression que les vues que vous avez exposées jusqu'à présent étaient parfois si riches qu'elles débordaient largement le cadre du Maroc, de même du Maghreb. Aussi serais-je heureux que nous abordions maintenant des problèmes plus généraux. Le Maroc fait partie de ce que l'on a appelé quelquefois le "tiers monde". Comment analysez-vous la situation actuelle de ce tiers monde ?

Voyez-vous, cette appellation de "tiers monde", recouvre bien des choses différentes. Si l'on entend par là les pays de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique Latine, certains pays européens en voie de développement, on constate que derrière chacun de ces pays, derrière chacun de ces peuples émergents, il y a une histoire, un passé différents. Même ceux qui ont connu l'empire colonial, ont eu à faire face à des types différents de colonialisme, c'est tantôt le système de colonisation mercantile, tantôt un système de peuplement, tantôt encore, un système de néo-colonialisme économique, où je dirais même politique. Mais cela ne doit pas nous arrêter : même s'il en résulte des différences de structures, d'infrastructures économiques, de formes de conscience politique et sociale (j'en ai parlé dans notre premier entretien, quand il s'est agi d'analyser la différence existant entre la classe ouvrière marocaine, qui a eu un contact intime avec les travailleurs européens et la classe ouvrière du Moyen-Orient qui fait encore son apprentissage des luttes sociales).

Mais, il reste un élément fondamental qui lie tous ces pays dont nous faisons partie, c'est le phénomène nationaliste. On peut caractériser l'ensemble de la plupart des pays du tiers monde par leur résistance à la domination étrangère, ou leur résistance à la politique de discrimination. C'est donc par un refus de sujétion, par un désir de satisfaction de besoins politiques ou même religieux, ou même de simple prestige, que s'est signalé ce tiers monde. C'est une sorte de résurrection de la personnalité de chacun de ces peuples qui caractérise ce nationalisme commun à l'ensemble des pays du tiers monde.

Mais ce nationalisme a connu, durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle deux phases : la première que l'on pourraient appeler la phase bourgeoise, et la deuxième, que nous vivons, populaire.

Si le mouvement national dans des pays comme l'Egypte, ou l'Irak a été l'expression d'une élite bourgeoise, le mouvement national marocain ou guinéen est un mouvement issu des forces populaires et c'est là, un phénomène tout à fait particulier qui

caractérise le tiers monde, et qui laisse prévoir un nouvel aspect commun entre ces pays en voie de développement.

Un autre trait commun est né d'une espèce de conscience d'exploitation économique et de sous-développement, donc d'une aspiration vers le progrès social même lorsque l'exploitation économique apparaît sous le jour d'un néo-colonialisme économique, ou d'un néo-colonialisme nationale, quand certains privilèges nationaux veulent prendre la place des privilèges étrangers.

Ce second trait du tiers monde est donc, celui du souci d'égalité des chances, souci d'accession à un niveau de vie comparable à celui que connaissent les pays pleinement développés.

Le troisième caractère commun aux peuples du tiers monde est une conséquence de ce désir de sortir du sous-développement : c'est l'effort général déployé par les responsables de ces peuples pour réaliser, l'accroissement de leurs ressources économiques de leur revenu national et la distribution équitable de ce revenu national. Des problèmes similaires sont alors apparus : problèmes de la recherche des moyens de production, redistribution de la terre, réforme agraire, développement de l'agriculture. La plupart de ces pays sont essentiellement agricoles, mais ils se rendent compte qu'un développement de l'agriculture ne déterminerait jamais un accroissement sensible du revenu national susceptible d'apporter une amélioration importante du niveau de vie. C'est l'industrialisation qui en définitive est le mot magique pour tous ces pays du tiers monde.

Je terminerai par un dernier caractère commun : c'est le potentiel d'enthousiasme dont disposent les masses, potentiel mobilisable et effectivement mobilisé partout où les conditions requises sont remplies. La plus importante de ces conditions c'est la popularité de la direction. Les mouvements de libération authentiquement populaires arrivent à mettre à profit le crédit dont ils disposent et qu'ils ont accumulés durant la période de lutte pour amener le peuple à s'organiser pour l'oeuvre d'édification.

Mais là, il a, comme je l'ai dit des cas d'échecs, des cas où le mouvement de libération comporte comme la langue d'Esope, le meilleur et le pire. Car il risque de laisser se perdre cette chance immense dont il dispose, lorsqu'il n'emploie pas son potentiel de crédit dans la voie de la construction, mais simplement dans la voie de l'acquisition de certains privilèges pour une caste déterminée de ce mouvement lui-même.

La chance des peuples du tiers monde doit résider en définitive dans l'organisation des forces populaires réalisée indépendamment des mythes du passé, forcément passagers, en vue de la constitution d'une infrastructure populaire solide qui est la meilleur garant de la longue marche à accomplir.

Ne trouve-t-on pas un exemple de cette prise de conscience commune dans la rencontre de Bandoeng ? Peut-on parler, comme on l'a fait à ce propos, d'un bloc afro-asiatique. Quelle est selon vous, l'orientation de ce bloc ?

Il est certain que la réunion de Bandoeng en avril 1955 a marqué un tournant dans l'histoire des peuples en voie de développement, et tout particulièrement des peuples afro-asiatiques. Cette conférence a groupé les représentants de 65% de la population du globe, qui tous étaient nûs par le même sentiment de la nécessité de sortir des formes de domination étrangère, de sortir du sous-développement et de l'exploitation économique.

Il s'est dégagé de cette réunion un véritable sentiment de solidarité qui a donné naissance, alors, chez les anciens pays colonisateurs à un sentiment équivalent d'inquiétude, car c'était là la manifestation de ce qu'on pourrait appeler le renforcement de la capacité de résistance à la domination de ces pays anciennement colonisés. Différentes expériences de développement ont été confrontées lors de cette conférence de Bandoeng. Cet examen a été repris, il y a à peu près un an et demi, dans une conférence corollaire du Caire, tout particulièrement consacrée aux problèmes d'aide extérieure et d'essor économique des pays de l'Afrique et de l'Asie.

Mais, je voudrais insister sur une conséquence considérable de cette conférence de Bandoeng et qui maintenant devient une des caractéristiques fondamentales des relations entre les pays anciennement colonisés et les pays plus avancés : c'est la poussée des forces populaires que j'ai signalé tout à l'heure, et qui fait que les partenaires de l'Occident ne sont plus ni isolés les uns par rapport aux autres, ni simplement constitués par des dirigeants ou des gouvernements. Et l'on s'est aperçu depuis lors que toute construction qui ne tient pas compte de la solidarité liant cet ensemble du tiers monde et des réalités populaires est une construction fragile que la moindre poussée fait voler en éclat.

Pensez-vous, Monsieur le Président, que la Chine soit légitimement, aujourd'hui, le pays qui exerce la plus grande "fascination" sur les peuples neufs ou sous-développés. En tous cas, n'est-elle pas avec l'Inde, l'un des meilleurs exemples auxquels puissent se référer ces peuples ?

Ce mot "fascination" est bien celui qui convient à l'attitude de la plupart des peuples, en tous cas ceux dont je connais les représentants, à l'égard de la Chine. Pour ne parler

que du Maroc, les observateurs sont unanimement frappés par le succès immense du pavillon chinois à la Foire Internationale de Casablanca.

Cela tient au fait que la Chine se présente comme le pays qui a le plus de similitude avec le nôtre par son passé, par l'immense retard qu'il a eu à rattraper, par les erreurs également commises au lendemain de sa libération ce qui frappe les Marocains c'est de voir les réalisations que présente ce pavillon chinois de la foire avec ses machines outils ultra-modernes, conduites par des ouvrières venues au-delà de la "grande muraille". Il est certain que les conditions dans lesquelles a été réalisé le bond de la Chine méritent d'être analysées amplement et ce n'est pas là notre propos, mais, le développement économique et social, technique et culturel d'un tel pays, pose les mêmes problèmes que les nôtres, problèmes de direction, de planification, d'association démocratique des masses intéressées à la production et problèmes aussi, de l'aide extérieure que la Chine trouve dans "le grands pays frère de l'U.R.S.S."

Nous ne devons pas oublier que la situation de la Chine d'aujourd'hui, est l'aboutissement d'une véritable révolution dans la pleine acceptation du terme. Sa démarche diffère de celle accomplie par l'Inde - autre exemple que vous avez cité - où le Président NEHRU, opère avec le Parti du Congrès ce qu'il appelle une révolution législative, changeant les intérêts établis au lieu de les détruire. C'est ce qu'on appelle la voie moyenne, qui essaye de faire disparaître les inégalités et qui, en tous cas, permet d'aboutir à des résultats concrets, les trois conditions fondamentales se trouvant là-aussi remplies. Il est certain que l'Inde de NEHRU est aux prises avec les problèmes de l'aide extérieure, pour combler le déficit dû à son effort de développement, c'est ce qui explique sa politique étrangère qui lui permet de bénéficier en même temps de l'aide des Etats-Unis et de celle de l'U.R.S.S.

Justement, on parle beaucoup aujourd'hui de l'aide à apporter aux pays sous-développés. Il ne semble que c'est là un facteur que vous n'avez pas abordé, lors de notre première rencontre, parmi les conditions nécessaires au succès de l'entreprise d'édification du pays. Quelle forme, selon vous, cette aide doit-elle prendre ?

En effet, pour assurer le plein développement économique et social il ne suffit pas que les trois conditions de direction, de planification et d'association démocratique soient réalisées. Encore faut-il trouver le levier financier et technique indispensable à la réalisation du programme prévu. C'est un véritable dilemme devant lequel se trouve placés les pays en voie de développement, car l'aide extérieure pose toujours un problème de dépendance, tandis que le repli sur soi, ce qu'on pourrait appeler, le self-help; l'auto-aide, exige des formes de gouvernement tout à fait particulières. Et même les pays qui ont opté pour la deuxième solution ne renoncent pas pour autant à l'aide

On peut dire que l'aide technique et financière extérieure pose deux sortes de problèmes : ceux qui concernent la forme et ceux qui concernent la dose de l'aide.

En ce qui concerne la forme, il faut tenir compte du souci naturel qu'ont les pays récemment libérés de sauvegarder leur dignité nationale, et en tous cas, éviter que l'aide se traduise par un retour déguisé au régime colonial. Sur un autre plan l'aide doit également pour nous, revêtir un caractère de stimulant et non pas une forme d'aumône qui incite à la paresse. Elle doit aller de pair avec l'effort national qui maintient le climat d'enthousiasme nécessaire à l'édification.

Mais s'est surtout le problème du dosage et de la quantité qui est de loin le plus important, car généralement, l'aide toujours présentée sous forme d'emprunt reste insuffisante, par rapport aux besoins, même s'il s'agit seulement des besoins purement démographiques. Les pays en voie de développement doivent affronter un premier problème pour maintenir seulement leur niveau actuel de vie : répondre aux besoins démographiques nouveaux et faire, des investissements démographiques. Mais s'il s'agit aussi de briser l'état du sous-développement, de passer de l'état statique à l'état dynamique, alors le problème de la dose revêt un caractère fondamental. Que ce soit pour les investissements financiers ou pour l'apport en techniciens, c'est ainsi que pour résoudre les problèmes que posent l'enseignement ou la formation des cadres l'on ne peut agir par petits efforts qui s'accumulent et ne donnent pas les résultats désirables. Pour le crédit rural on ne peut compter sur des petits prêts pour assurer le passage nécessairement brutal de l'économie ancestrale précaire à l'économie moderne.

Il importe donc, que l'aide réponde à l'objectif de développement et que la planification permette d'indiquer les secteurs prioritaires sur lesquels elle doit se concentrer. Alors, le développement économique ne reste pas une simple tentative, n'est pas un simple calmant, car le plus grand danger qui guette les responsables des pays en voie de progrès c'est le manque de résultats sensibles et tangibles en matière de relèvement du niveau de vie.

Ceux qui se limitent à ce qu'on pourrait appeler l'échantillonnage des tentatives velléitaires se réservent de cruels lendemains, et j'estime qu'il est criminel de laisser perdre l'enthousiasme populaire qui réside dans les peuples en voie de développement, de les endormir par des mots d'ordre d'industrialisation, de développement économique, d'éducation de base, de développement communautaire sans que cela se traduise par des réalités et des résultats concrets.

D'ailleurs, le problème du dosage de l'aide en vue de réaliser l'industrialisation du pays a été tout particulièrement saisi par certains états comme l'Inde, où l'on s'est refusé à admettre de suivre, en matière d'industrialisation, le processus européen, qui a commencé par l'industrie de consommation avant d'asseoir l'industrie lourde de sidérurgie. Actuellement il est établi que l'industrialisation des pays

en voie de développement ne doit pas être une industrialisation de pacotille. On va même jusqu'à penser, que l'apport de l'énergie atomique doit permettre, justement, d'opérer le raccourci dont ont besoin ces peuples qui ont un si long chemin à parcourir avant d'atteindre le stade des pays développés.

Quels sont à votre avis les problèmes qui se poseront, tôt ou tard, à la communauté française. Comment voyez-vous l'évolution des pays d'Afrique noire dans ce cadre. Que pensez-vous de l'exemple de la Guinée ?

Beaucoup de gens en France ont tendance, à penser que la communauté permet de sauvegarder sous un nouveau vocable les intérêts égoïstes et les rapports coloniaux périmés. Quant aux masses populaires africaines elles ont conscience d'être sur la voie de leur indépendance et de leur libération. C'est dans la mesure où la Communauté se transformera en un Commonwealth d'assistance technique et financière qui permettra à la personnalité de chaque peuple de se dégager et à sa souveraineté de s'affirmer, que, peut-être, la France conservera un rayonnement en Afrique.

Il faudrait méditer l'expérience de la Guinée, où actuellement, la France joue sa chance africaine. Il se trouve que les responsables français à Paris tout particulièrement, quelques uns sur place, n'ont pas voulu admettre le fait de la volonté d'indépendance du peuple guinéen, comme ils ont masqué la volonté d'indépendance des autres peuples, comme ils ingénient à ne pas écouter la voix du peuple algérien. Le retard mis par la France à reconnaître le Gouvernement de la Guinée, le fait que la France ait été la seule puissance à voter contre l'accession de la Guinée aux Nations-Unies alors qu'on lui avait demandé le parrainage de cette admission, ont eu pour conséquence de créer une véritable hostilité au sein de ce peuple guinéen, dont la situation est un test pour l'ensemble de l'Afrique. Alors que les dirigeants de la Guinée, le Président SEKOU TOURE, sont désireux de conserver l'apport français dans leur pays, choisissent les meilleurs professeurs de France pour diriger leur université, la France, elle, continue à ne pas tenir compte de ce sentiment de la dignité d'un peuple nouvellement libéré et va même jusqu'à vouloir imposer tel ou tel assistant technique parce que moins progressiste, donc, moins dangereux à son sens pour ce pays qui demande justement assistance.

Je ne l'ai peut-être pas assez souligné : pour les peuples en voie de développement, pour les dirigeants responsables de la réalisation de ce développement, le problème de l'assistance technique et financière n'est pas un problème de sentiment. L'exemple des pilotes de Suez est à méditer, il doit être toujours présent.

Je citerai, à côté de l'exemple guinéen, une autre tentative africaine dont le succès semble se réaliser plus harmonieusement, c'est celle du Ghana où, aussi paradoxal que

cela puisse paraître, le nombre d'Anglais dans l'Administration a doublé depuis l'indépendance.

Il reste, hélas, en Afrique un type de colonialisme qui n'a pas encore disparu, c'est le colonialisme racial dont l'exemple le plus typique se trouve en Afrique du Sud : une minorité des "petits blancs" entend perpétuer le système impérialiste et gouverner dans une constante psychose de submersion de la minorité blanche par la masse noire. Le mouvement de décolonisation de l'ensemble africain finira bien par rappeler à la raison ces négriers du XX<sup>e</sup> siècle.

En tous cas, la décolonisation est un fait admis de l'histoire mondiale au XX<sup>e</sup> siècle. Mais les peuples ex-colonisateurs ne comprennent pas toujours les réticences qu'ont leurs anciennes colonies à s'associer à eux en politique extérieure, et sur le plan des alliances militaires. Quel est alors le sens de l'attitude neutraliste ou de non-dépendance qui devient aujourd'hui la doctrine de pays du tiers monde ?

La doctrine qui se dégage par la politique extérieure de la plupart des pays du tiers monde découle de leur souci majeur, celui de l'édification nationale, celui d'assurer le relèvement du niveau de vie des habitants, celui, enfin, de pouvoir disposer du temps indispensable à l'achèvement de cette tâche immense et longue. On peut dire que ce besoin de temps et d'aide est double d'un besoin de paix. Tous ces peuples dans leur politique extérieure peuvent constituer un facteur de paix, car tous sont soucieux d'éviter le retour du colonialisme, le retour à toutes ingérences extérieures génératrices de conflits. En tous cas, pour eux, la guerre signifie une régression et une stagnation par rapport à leur objectif.

Cette attitude est la conséquence du sentiment qu'ont ces peuples de n'être pas engagés par les motifs qui sont à la base de la guerre froide et de ce qui pourrait être la guerre catastrophique que tous souhaitent de voir s'éloigner à jamais.

Or, une telle politique neutraliste ou de non-dépendance a eu une conséquence immédiate sur le sens à donner à l'aide extérieure apportée aux pays en voie de développement. Ainsi, l'aide américaine qui s'inscrivait dans le "Mutual Security Act" s'est vu obligé de se transformer en aide économique et le grand débat qui a secoué les Etats-Unis, il y a deux ans a abouti justement à un début de reconversion dans la conception américaine de l'aide extérieure. Même le problème des bases revêt un caractère nouveau dans les pays qui ne se sentent pas impliqués, qui ne sentent pas "dans le coup"; à quoi servirait une base stratégique avec un interland indifférent ou même hostile ? Nous constatons aujourd'hui que cette politique extérieure de la plupart des pays en voie de développement est un facteur de paix; les pays de l'Est et de l'Ouest qui s'apprêtent à apporter

leur aide, sont conscients que ce ne peut plus être une aide donnée à une clientèle, une aide qui cherche à créer des points d'appui, pour sa cause et contre l'adversaire; mais bien une aide destinée à servir la cause de ceux qui la reçoivent et qui est la cause de l'édification et du progrès.

Nous en sommes maintenant au stade où le Président NEHRU peut dire : "Si nous faisons un barrage, eh bien, d'est un barrage, ce n'est pas un barrage communiste, c'est une construction dans une vallée, une T.V.A. que ce soit en Chine ou en Inde". Donc le mythe de l'anti-communisme commence à disparaître et, il serait bien difficile de faire une distinction entre les objectifs de l'aide apportée par les Etats-Unis et de celle apportée par la Russie à des pays qui cherchent avant tout à supprimer les inégalités, à abolir les formes d'exploitation économique et les féodalismes.

Si l'idéal commun à l'ensemble des pays en voie de développement n'est pas conforme à celui des pays où la free entreprise est reine, c'est, une simple conséquence des conditions historiques, économiques et sociales que connaissent ces pays, dans lesquels l'intervention de l'Etat, le dirigisme, la planification, l'idéal socialiste même ne sont pas nécessairement un apport du Parti Communiste.

Il y a dans tout cela, Monsieur le Président, les germes ou plutôt les chances d'une compétition pacifique entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest, en vue d'apporter une aide aux peuples sous-développés.

N'est-ce pas, en fait, là un des espoirs les plus sérieux du monde ?

C'est la tendance qui semble de dessiner aujourd'hui et pour laquelle nous devons tous oeuvrer. Elle doit permettre la solution des problèmes en suspens, là où le colonialisme s'obstine encore à maintenir des situations périmees. Les perspectives qui s'ouvriraient alors devant nous seront immenses et belles.

Cette compétition pacifique entre les pays de l'Est et de l'Ouest en vue d'assurer le plein épanouissement des pays sous-développés devrait être l'équivalent de l'effort qui se fait au sein de certaines nations pour assurer une distribution équitable du revenu national. Il s'agirait alors d'une redistribution de la technique, de la science, et de l'effort humain à l'échelle mondiale.

Nous sommes de bien petits peuples sur cette portion de l'Afrique. Notre pays a quelques 10 millions d'habitants : associé au Maghreb, il donnera demain un petit ensemble d'une trentaine de millions d'hommes qui compte un passé prestigieux et dispose aujourd'hui d'un magnifique potentiel humain, matériel et énergétique. Combien nous souhaitons bénéficier d'une période de paix et de coopération afin d'assurer à notre peuple le bonheur qu'il mérite, afin de réaliser cet idéal de quiétude et de plein épanouissement matériel et moral qu'il doit être celui de tous sur cette terre !